

Ce programme commun devra mettre en exergue les valeurs communes ; libéralisme, défense de l'individu, solidarité et défense d'un modèle de liberté non seulement économique, mais aussi politique. Il devra mettre l'accent sur la protection des citoyens et faire des propositions concrètes sur les thèmes qui les préoccupent réellement.

A l'approche des prochaines élections européennes, il est impératif d'intéresser à nouveau les citoyens à l'Europe.

Il faudra les convaincre que la construction d'une Europe intégrée et forte est une chance pour tous. Il faudra leur expliquer ce que l'Europe leur a apporté, notamment dans leur vie quotidienne – que ce soit en terme d'emploi, de sécurité ou de solidarité et ce qu'elle peut encore leur apporter.

Cette campagne sera réussie si les électeurs auront le sentiment d'aller voter non pas pour leur parti national, mais pour le PPE, en tant que parti européen visible, dynamique et puissant.

Dans cet esprit, le PPE élira son candidat au poste de président de la Commission lors d'un congrès qui aura lieu en avril 2009. Ce candidat PPE sera appelé à faire campagne dans les 27 pays. Pour être crédibles, les autres forces politiques (socialistes, libéraux, Verts...) seront obligées de faire de même et les télévisions nationales seront amenées à organiser des débats entre les candidats des différents partis. Pour la première fois, les élections européennes de 2009 offriront un débat politique à l'échelle européenne.

THEME I : LUTTER CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE

Intensifier la lutte contre le terrorisme: le pire ennemi de la démocratie

Aujourd'hui, tout risque de conflit majeur entre européens est écarté, la démocratie s'est installée dans la presque totalité du continent.

Néanmoins, l'Union européenne se doit de protéger ses citoyens contre un phénomène récent : l'émergence d'une nouvelle menace terroriste qui a pour objectif de saper les fondements et les valeurs de nos sociétés en véhiculant peurs et incertitudes.

Pour être efficace, il convient de prendre conscience que la cible est, non pas un phénomène terroriste international diffus, mais une organisation terroriste précise qui doit être correctement diagnostiquée.

Selon les experts, dans les prochaines années, le terrorisme international sera dominé par Al Qaida et les mouvements extrémistes musulmans sunnites associés. L'étude et l'analyse de ce terrorisme djihadiste par les décideurs européens devient déterminante vu son impact sur la sécurité, l'économie et la politique étrangère de l'Union européenne.

Il ne faut pas avoir peur de dénommer cette forme de terrorisme : Dire que le terrorisme djihadiste est la principale menace ne doit pas être considéré comme une attaque contre l'Islam, car il ne concerne qu'une frange marginale d'intégristes dont la communauté musulmane est la première victime. Il est nécessaire pour les pays européens de définir l'idéologie de ce terrorisme afin de libérer les communautés arabo-musulmanes du racisme et de la discrimination.

Il appartient à l'UE d'expliquer ce phénomène à l'opinion publique européenne, de favoriser le débat avec les communautés arabes et musulmanes en Europe et de soutenir les forces démocratiques dans le monde arabe et musulman.

Jusqu'à présent, l'Union européenne n'a pas eu les moyens de contribuer de façon décisive à la lutte contre le terrorisme. Des efforts restent à faire, surtout dans le domaine de la prévention et de la réponse.

En matière de prévention, la Commission a collecté les meilleures pratiques des pays de l'UE. Sur cette base, le Groupe du PPE-DE considère qu'une initiative européenne devrait être prise dans certains domaines comme le contre-discours pour neutraliser les thèses terroristes ou encore la police de proximité.

En matière de réponse, il faudrait augmenter les capacités de résistance des États membres, mobiliser les ressources de l'UE au Sahel et au Pakistan, et renforcer le dialogue transatlantique.

S'agissant de la protection, il convient de mettre l'accent sur la protection des infrastructures critiques et les nouvelles technologies de sécurité.

En matière de poursuite, il conviendrait de définir les contours d'une politique européenne de collecte et de partage des données, la création d'un « vrai » mandat d'obtention des preuves, ou encore une meilleure collaboration entre Europol et Eurojust. Enfin, les services de renseignement devraient travailler étroitement avec la police.

Le Groupe du PPE-DE met l'accent sur la nécessité de lutter contre le terrorisme pour protéger les valeurs auxquelles nous croyons, mais insiste sur le nécessaire équilibre à respecter entre sécurité et liberté.

Les institutions européennes doivent jouer un vrai rôle politique dans la lutte contre le terrorisme car si les citoyens européens n'ont pas le sentiment que leur sécurité est protégée, ils ne croiront pas en l'Europe.

Dans cet esprit, l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne est indispensable car il crée les bases d'une coopération anti-terreur à long terme au sein de l'UE.

Lutter contre la criminalité organisée, l'impératif d'une riposte urgente

La criminalité organisée internationale est aujourd'hui une des principales menaces qui pèsent sur la sécurité. La criminalité organisée a évolué, parallèlement à l'évolution de la mondialisation et à l'expansion du commerce international, de sorte que l'éventail de ses activités s'est considérablement élargi et diversifié.

Les organisations criminelles ont pour objectif de réaliser un maximum de bénéfices en prenant un minimum de risques. Ces dernières années, les groupes criminels organisés ont tissés des réseaux à l'échelle internationale et amassé des bénéfices colossaux grâce au trafic d'armes et de drogues, à la traite des êtres humains, à la contrefaçon et à la fraude internationale. Les produits de ces crimes sont ensuite blanchis et réinjectés dans l'économie légale, afin de soutenir de nouvelles activités criminelles.

La lutte contre la criminalité organisée fait partie des priorités de l'UE. Une approche intégrée est prévue à chaque stade, de la prévention à la répression et aux poursuites.

Le Groupe du PPE-DE considère néanmoins qu'il convient aujourd'hui d'aller beaucoup plus loin afin de construire des structures européennes plus fortes pour combattre le crime.

Europol nécessite de nouvelles ressources pour relever les nouveaux défis auxquels l'Europe est confrontée. Les abus contre les enfants sur Internet est un des domaines pour lequel il faut agir plus efficacement au niveau européen. Il n'existe ni un cadre, ni des règles régissant la lutte contre la falsification de l'euro en dehors des frontières de l'UE. Ces problèmes doivent être affrontés ensemble.

Le Groupe du PPE-DE met l'accent sur trois lacunes dans le domaine de la coopération en matière de lutte contre le crime organisé :

Tout d'abord, l'UE doit parvenir à une approche commune contre le crime organisé - cette responsabilité ne doit pas uniquement relever de la police, mais de la société en général.

Deuxièmement, la confiance entre les organisations de polices nationales est de la plus haute importance pour rendre plus efficace la lutte contre le crime organisé.

Troisièmement, l'échange d'information est l'instrument le plus important pour le travail de la police, mais il demeure fragmenté et national à l'échelle européenne. Il ne s'agit pas de préconiser une banque de données centralisée, mais de développer une véritable coopération basée sur la confiance.

Tout en mettant en place des structures et systèmes d'échange d'informations, il convient d'assurer une protection efficace des données et de la vie privée.

Le Groupe du PPE-DE a également mis l'accent sur la lutte contre le trafic des être humains avec une attention particulière sur la prostitution des enfants et sur le travail forcé. Il convient d'éradiquer les profits engendrés par ces activités afin de décourager les profiteurs de ce genre de crime. Une aide appropriée doit être fournie aux victimes et les juridictions doivent être élargies pour pouvoir poursuivre les criminels au-delà du territoire où ils commettent leur crime.

La lutte contre le crime organisé doit trouver un équilibre entre efforts centralisés et régionaux. Plus fort nous lutterons aujourd'hui contre le crime, plus faibles seront les organisations criminelles demain.

A cet égard, le Groupe du PPE-DE met l'accent sur la nécessaire ratification du traité de Lisbonne qui sort la coopération policière et pénale de la méthode intergouvernementale.

Le traité de Lisbonne renforce dans ce domaine l'efficacité de la prise de décision afin de permettre à l'UE de développer des actions et des politiques qui répondent aux attentes des citoyens en matière de sécurité et de justice.

THEME II : LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ (PSD): FAIRE FACE A DE NOUVELLES MENACES

L'Union européenne a besoin d'une politique étrangère, de sécurité et de défense solide et efficace afin de défendre ses intérêts dans le monde, de garantir la sécurité de ses citoyens et de défendre les droits de l'Homme.

Le Groupe du PPE-DE se réjouit de constater qu'il existe aujourd'hui un vrai consensus sur la volonté de donner un nouvel élan à l'Europe de la défense.

Dans cet esprit, et afin de renforcer l'identité de la sécurité et de la défense européenne, il convient de définir sans tabou les intérêts communs de l'Europe en matière de sécurité.

La notion d'intérêts purement nationaux en matière de sécurité en Europe est obsolète. Ce n'est qu'en définissant clairement ses intérêts communs (sécurité de son voisinage, protection des frontières extérieures et des infrastructures critiques, sécurité de l'approvisionnement énergétique et des routes commerciales etc..), que l'Union européenne pourra rendre ses politiques communes plus cohérentes et plus efficaces.

La PESD se trouve aujourd'hui « à la croisée des chemins ». Les capacités d'actions restent relativement limitées, à cause de capacités militaires et de ressources financières restreintes. En 2005, les 27 Etats membres de l'UE dans leur ensemble ont dépensé seulement un tiers du budget militaire des Etats-Unis.

L'Union européenne a besoin de moyens pour mettre en œuvre ses politiques. Elle doit se doter de moyens civils et militaires pour renforcer la politique européenne de sécurité et de défense et assumer ses responsabilités dans le monde.

Dans cette perspective, le Groupe du PPE-DE suggère que la stratégie de sécurité soit révisée régulièrement tous les cinq ans, au début de chaque nouvelle législature. Cette révision devrait être réalisée de manière transparente et ouverte. La stratégie de sécurité devrait également être complétée par un livre blanc, pour améliorer sa mise en œuvre, et par une vision à long terme, pour en faire un document prospectif prônant une politique proactive.

Il est nécessaire d'entreprendre des réformes structurelles dans de nombreux domaines afin de réunir les conditions pour une politique PESC/PESD forte. Ces réformes doivent en particulier viser à surmonter les frontières traditionnelles entre recherche civile et militaire, instaurer un marché intérieur opérationnel de la défense et de la sécurité, développer des atouts stratégiques européens et promouvoir le développement d'une culture européenne de sécurité commune.

Selon le Groupe du PPE-DE, l'Union devrait concentrer ses efforts sur des moyens communs qui puissent être utilisés à des fins de défense et de sécurité. Dans ce cadre, les renseignements par satellite, les véhicules aériens sans pilote, les hélicoptères et les équipements de télécommunications ainsi que les transports aériens et maritimes sont cruciaux. Une norme technique commune pour les télécommunications protégées et des moyens pour la protection des infrastructures critiques sont également importants.

Le Groupe du PPE-DE préconise le développement d'un marché intérieur des biens de défense et d'un Erasmus militaire qui permettent aux officiers et aux futurs cadres des armées européennes de suivre des tronc communs de formation ou une partie de leur formation dans des écoles militaires d'autres pays européens.

Un nouvel élan devra être donné à l'Agence européenne de la défense. Les efforts de recherche devront être mutualisés pour combler le retard avec les États-Unis qui dépensent six fois plus que l'Europe en matière de recherche militaire. L'accent pourrait être mis sur un certain nombre de programmes de recherche : hélicoptères lourds, sécurité des hommes, radio logicielle.

Le Groupe du PPE-DE se réjouit de la décision de la France de participer à la rénovation de l'Alliance atlantique (OTAN) qui permettra d'avancer encore plus vite dans la construction de l'Europe de la défense. La complémentarité existante et la coopération entre l'UE et l'OTAN doit être renforcée notamment pour des opérations telles que celles menées en Afghanistan.

THÈME IV : STRATÉGIE EUROPÉENNE POUR L'ÉNERGIE: OPPORTUNITÉS ET DÉFIS

Le réchauffement climatique est un des enjeux les plus importants auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés. L'influence de l'être humain sur le changement climatique est désormais scientifiquement prouvée.

La poursuite des émissions de gaz à effet de serre au rythme actuel ou à un rythme plus élevé devrait accentuer le réchauffement et modifier profondément le système climatique au XXI^e siècle. Si rien n'est fait pour stabiliser la hausse de la température à la surface du globe, les conséquences risquent d'être catastrophiques et irréversibles. Selon les projections scientifiques, les températures pourraient augmenter d'ici 2100 dans une fourchette allant de 1.8°C à 4°C. Un tel réchauffement aurait pour conséquence la fonte des glaces et la montée des cours d'eau, des mers et des océans. Les effets seraient désastreux notamment en Asie dans les régions des deltas.

En Europe, les précipitations augmenteraient au Nord et la sécheresse au Sud. Si rien n'était fait, à la fin du siècle, l'Espagne, Chypre, Malte et une partie de l'Italie et de la Grèce connaîtraient une désertification. Les Pays-Bas, le Danemark et une grande partie de l'Europe du Nord, quant à eux, se retrouveraient sous les eaux. Impossible de construire des digues suffisantes pour contenir ces flots : des milliards de personnes pourraient progressivement être amenées à quitter les zones touchées par une telle évolution du climat au cours de ce siècle.

Pour pallier à ces prévisions catastrophiques, la Commission européenne a présenté une série de propositions dans le domaine de l'énergie et du changement climatique, qui fixent de nouveaux objectifs ambitieux pour 2020. Elle espère ainsi amener l'UE sur la voie d'un avenir durable fondé sur une économie produisant peu de carbone et consommant moins d'énergie. Les objectifs sont les suivants:

- diminuer de 20 % les émissions de gaz à effet de serre (30 % en cas d'accord international);
- économiser 20 % d'énergie grâce à une meilleure efficacité énergétique;
- porter à 20 % la part des énergies renouvelables.

La génération actuelle est la dernière qui puisse agir pour renverser la tendance ; les générations suivantes ne pourront qu'essayer de limiter les dégâts.

Conscient de cette responsabilité, le Groupe du PPE-DE se mobilise pour l'adoption de ce paquet énergie-climat et met tout en œuvre pour soutenir la 3^{ème} révolution industrielle fondée sur des énergies alternatives peu émettrices de CO₂

Une politique énergétique européenne pour promouvoir des sources d'énergie pauvres en émission de CO2

Les scénari sur l'avenir de l'utilisation énergétique montrent tous que la part du charbon et des autres énergies fossiles augmente considérablement.

Cette tendance doit être inversée en améliorant l'efficacité énergétique pour réduire le recours aux énergies fossiles et développer les énergies renouvelables - solaire, éolienne, biomasse - en s'appuyant autant que possible sur l'énergie nucléaire.

Le professeur Schellnhuber a par exemple mentionné l'initiative TREC (Trans-Mediterranean Renewable Energy Cooperation) qui a développé le concept « DESERTEC » dont le but est l'utilisation des déserts pour fournir l'énergie et dessaler l'eau en Europe, au Moyen-Orient (Middle East), et en Afrique du Nord (North Africa) (EU-MENA) en préservant le climat. Aujourd'hui, TREC est en train de faire de ce concept une réalité en coopération avec des représentants du monde politique, industriel et financier.

Les recommandations faites au G8 en matière d'amélioration de l'efficacité énergétique devraient permettre de réaliser de grands progrès, par exemple en modernisant les technologies sidérurgiques.

Des feuilles de route technologiques ont été établies pour chaque type d'énergie: notamment pour l'utilisation du charbon propre combinée au stockage de CO2.

Les solutions technologiques nouvelles doivent être disponibles avant l'épuisement des énergies fossiles. Pour le Groupe du PPE-DE, il est crucial de doubler les fonds consacrés à la recherche en matière énergétique. Aujourd'hui les trois quart de la Recherche et Développement se font aux USA et au Japon. L'Union européenne doit s'investir davantage.

Il convient d'organiser une transition correcte entre utilisation actuelle de l'énergie et recours aux nouvelles énergies, tout en mettant l'accent sur la hausse de l'efficacité énergétique. Il faut aussi veiller à ce que la fiscalité sur les énergies renouvelables soit judicieusement adaptée aux critères de CO2.

L'Union européenne doit s'assurer que soient développées rapidement des alternatives commercialement viables comme celle des biocarburants; de la biomasse; de l'énergie éolienne; du solaire et du photovoltaïque. Il est nécessaire de déréglementer les marchés internationaux en instaurant des critères de durabilité sérieux.

En matière de promotion de sources d'énergie pauvres en CO2, l'incitation et la réglementation ont chacune un rôle à jouer : la réglementation sera, par

exemple, très efficace pour la construction de nouveaux bâtiments, alors que l'incitation fonctionnera mieux dans le cas des bâtiments anciens.

Le Groupe du PPE-DE souligne également le rôle important qui doit être joué dans cette course contre le CO2 par les citoyens (isolation, remplacement des ampoules traditionnelles, carburants plus propres dans les moteurs des voitures, alternative de transport) et les collectivités publiques (écoles, administrations, etc.).

Une politique étrangère commune pour sécuriser les approvisionnements d'énergie

Si l'Union européenne devrait pouvoir compter sur une réduction de ses dépenses énergétiques en 2020 grâce à la mise en œuvre du paquet sur l'énergie et le climat, elle devra toujours importer en 2020 plus de 50% de son énergie sous diverses formes, notamment des hydrocarbures.

La gestion de la dépendance et de la sécurité des approvisionnements énergétiques européens restera donc d'actualité. La Russie est actuellement et demeurera le premier partenaire énergétique de l'UE, à côté de la Norvège, du Moyen-Orient et de l'Afrique. La gestion de la sécurité des approvisionnements devra se faire dans un esprit de diversification.

Face à l'offensive de Gazprom et la prolifération des accords bilatéraux, le Groupe du PPE-DE insiste sur la nécessité de sécuriser les approvisionnements énergétiques européens par le biais d'une réelle diplomatie énergétique inscrite dans la stratégie de sécurité européenne.

L'UE a un atout considérable qui est sa puissance économique comparativement à celle de ses Etats Membres pris séparément. Elle doit utiliser cet atout vis-à-vis de ses concurrents et dans ses négociations avec les pays fournisseurs. Approvisionner un marché de 500 millions de consommateurs représente une force impressionnante de négociation par rapport à 27 marchés fragmentés et divisés, que ce soit en termes de volumes ou de prix.

Néanmoins, faute de réelle compétence communautaire, les progrès dans la politique extérieure commune sur l'énergie dépendent, aujourd'hui, essentiellement de la volonté des gouvernements des Etats Membres. La dimension externe de la sécurité énergétique est sous-estimée.

Pour impulser une politique européenne dans le domaine de l'énergie, il faut une vision et des instruments pour l'accomplir.

En ce qui concerne la vision, elle se dégage peu à peu, tant au niveau du débat politique qu'au sein de la société. Il existe aujourd'hui un consensus pour

accepter que seule une politique commune européenne puisse épauler cette vision de manière efficace et durable.

Toutefois au niveau des actions concrètes, des instruments et du plan de route, demandé par le PE dans le rapport de Saryusz Wolski adopté en septembre dernier, les résultats demeurent insuffisants. La solidarité européenne reste sur le papier et à l'heure de négocier les contrats d'approvisionnement, elle s'estompe.

Le Groupe du PPE-DE appelle à "la communautarisation" de la politique énergétique mais signale que l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne et des réformes institutionnelles qu'il implique est indispensable pour pouvoir avancer dans la voie d'une politique commune extérieure de l'énergie.

THEME V : SÉCURITÉ ET SÛRETÉ ALIMENTAIRE

Sécurité alimentaire : Prix élevé et volatilité des produits agricoles : Nouveaux défis pour la PAC

L'ampleur et la brutalité de la récente flambée des prix des produits alimentaires ont engendré des déséquilibres macro-économiques à travers le monde. Les pays en développement et les populations les plus vulnérables ont été touchés de plein fouet. Les effets sont dévastateurs sur les 800 millions d'êtres humains déjà confrontés à la malnutrition chronique.

Au sein de l'Union, l'inflation des prix alimentaires a atteint 7% en mars 2008. Pour les consommateurs européens l'effet de la flambée des prix des aliments a été aggravé par la hausse simultanée des prix de l'énergie. Le pouvoir d'achat des ménages a diminué et les européens vivant en deçà du seuil de la pauvreté sont les plus exposés.

La demande mondiale en forte augmentation combinée à une offre stagnante; les nouveaux usages non alimentaires des produits agricoles; la hausse du prix du pétrole et la survenue d'événements climatiques réduisant les récoltes ont contribué à renforcer le phénomène de la hausse du prix des matières premières agricoles à la production..

Le Groupe du PPE-DE a également mis l'accent sur la spéculation en tant que responsable de la flambée des prix alimentaires. Le marché agricole ressemble désormais beaucoup plus à un marché financier. L'ampleur des fluctuations qui en résulte nuit à l'approvisionnement alimentaire lorsque la transparence n'est pas parfaite. Un meilleur contrôle des marchés devrait être envisagé.

De l'avis des experts, l'augmentation du prix des matières premières agricoles fait partie d'un changement structurel à long terme et les prix des denrées alimentaires vont demeurer durablement élevés.

Pour répondre à ce défi, l'Union européenne peut intervenir dans deux axes.

Premièrement, des actions devront viser à améliorer l'offre de produits agricoles à long terme.

Selon les estimations, la terre comptera 9 milliards d'individus à l'horizon 2050. A cette prévision, s'ajoute la tendance à l'accroissement de la population urbaine (qui ne produit pas, mais doit acheter son alimentation) ; la concurrence de plus en plus grande entre produits alimentaires, fourrages et biomasse et le fait que les superficies agricoles sont limitées. Pour faire face à ce défi alimentaire, l'agriculture devra doubler sa production en 30 ans. Il faudra produire plus et produire mieux.

Cette intensification de la production agricole ne doit néanmoins pas se faire au détriment de l'environnement et devra répondre à des défis écologiques : disponibilité en eau douce, dégradation des sols et multiplication de la fréquence d'intenses anomalies climatiques.

Pour répondre à ces défis, le Groupe du PPE-DE soutient le « bilan de santé » de la PAC qui vise à maintenir et à adapter la Politique Agricole Commune. De nouveaux objectifs doivent aujourd'hui lui être assignés: il ne s'agit plus de se contenter de viser l'autosuffisance alimentaire qui continue pourtant de figurer dans le Traité de Lisbonne. Il convient de prévoir des solutions intégrées pour résoudre les problèmes alimentaires et environnementaux; prendre de nouvelles mesures pour éviter la volatilité des prix sur le marché, renforcer la chaîne alimentaire et intensifier la recherche dans le domaine agricole.

La PAC devra également répondre à un défi rural portant sur la gestion des paysages ruraux, l'exode rural et le vieillissement de la population rurale.

En deuxième lieu, des actions devront être prises afin de maîtriser les effets de la crise au niveau international.

Le Groupe du PPE-DE met en garde contre la menace d'une crise humanitaire imminente due à une pénurie mondiale des denrées alimentaires et à une détérioration de l'accès des populations les plus vulnérables de la planète aux produits alimentaires.

Afin de relever le défi alimentaire dans le monde plusieurs pistes ont été avancées:

Il convient prioritairement de redéployer les investissements dans l'agriculture. 1€ investit dans l'agriculture est le moyen le plus efficace de lutter contre la pauvreté.

Il conviendrait de changer le modèle sur lequel les pays les plus pauvres ont bâti leur économie agricole en aidant les pays d'Afrique à produire pour se nourrir et

non seulement pour exporter. Dans cet objectif, les financements agricoles dans le Fonds européen de développement (FED) devraient être augmentés.

Par ailleurs, Le ministre français de l'agriculture, Michel BARNIER a suggéré de créer un groupe politique permanent de très haut niveau où, à l'instar du GIEC, se retrouveraient les grands institutions internationales (Banque mondiale, FMI, FAO et OMC, plus les grands bailleurs) pour traiter de la question du lien entre l'agriculture et l'alimentation et du bon partage des terres agricoles (usage alimentaire ou pour les biocarburants).

L'accent devrait également être mis dans le financement de projets régionaux agricoles pour aider certains pays d'Afrique, d'Amérique latine ou d'Asie à reconstruire leur économie agricole par le biais de la mutualisation de certaines productions, de la gestion en commun des stocks ou de la gestion de l'eau et des fleuves.

La hausse des denrées alimentaires pourrait engendrer des conflits liés au caractère limité des ressources disponibles et l'intensification du déplacement des personnes. La stratégie européenne de sécurité devrait tenir compte de cette nouvelle menace.

Sûreté alimentaire : assurer une alimentation saine pour tous dans un contexte globalisé

Pour les consommateurs, il est essentiel de pouvoir bénéficier d'une alimentation saine. Les crises des années 90 ont ébranlé la confiance des citoyens dans la capacité de l'industrie alimentaire et des autorités publiques à garantir la sécurité des denrées alimentaires. Le Groupe du PPE-DE fait de la sécurité alimentaire l'une de ses principales priorités.

L'approche en matière de sécurité alimentaire adoptée par l'Union vise à assurer un niveau élevé de sécurité alimentaire à l'intérieur de l'Union européenne par des mesures cohérentes de l'étable à la table.

Cette approche passe par des systèmes de contrôle efficaces et l'évaluation du respect des normes communautaires dans les secteurs de la sécurité et de la qualité des denrées alimentaires à l'intérieur de l'Union et dans les pays tiers lors d'exportations vers l'Union européenne.

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) est la pierre angulaire de l'Union européenne (UE) pour ce qui concerne l'évaluation des risques relatifs à la sécurité des aliments destinés à l'alimentation humaine et animale. Elle fournit des avis scientifiques indépendants ainsi qu'une communication claire sur les risques existants et émergents.

Le livre blanc sur la sécurité alimentaire adopté par l'Union européenne en 2000 vise à prévenir les risques microbiologiques et la toxicité alimentaire, les risques chimiques provenant de l'accumulation de molécules toxiques dans la chaîne

alimentaire (métaux, pesticides) ou les risques techniques provenant de défaillances dans le processus de fabrication industrielle.

Si les objectifs fixés par le Livre Blanc sont tout à fait pertinents, le Groupe du PPE-DE regrette l'insuffisance des moyens financiers qui lui sont alloués.

Le Groupe du PPE-DE met l'accent sur le risque de malnutrition : ce risque est lié, soit à des carences, soit à des excès dans la composition des aliments. Si on ajoute les personnes frappées d'obésité aux personnes souffrant de la faim dans le monde et à celles subissant un déficit en nutriments ou en oligo-éléments, au total, c'est près de la moitié de la population mondiale qui est touchée par la malnutrition.